

Guerre en Ukraine : quand le politique mine le religieux

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, de nombreuses voix de religieux s'élèvent pour appeler à l'arrêt de la guerre. Mais si les religions peuvent aider au dialogue et au rapprochement entre les peuples, elles peuvent aussi être instrumentalisées par le pouvoir politique. Et se retrouver elles-mêmes divisées.



Carte de l'Ukraine © Sven Teschke, Wikimedia Commons

Si l'expression de « guerre de religions » est souvent un prétexte pour entretenir la méfiance vis-à-vis du fait religieux dans son ensemble, nous croyons au contraire, au Défap, à l'importance des religions pour entretenir le dialogue entre les peuples et les cultures. Mais force est de

constater que les religions (ou du moins les institutions qui les représentent) peuvent aussi être instrumentalisées par les tensions politiques. C'est aujourd'hui le cas à propos de la guerre en Ukraine. Depuis l'invasion du territoire ukrainien par les troupes russes, et avec les révélations de plus en plus nombreuses d'attaques russes contre des cibles civiles, les différentes religions appellent le plus souvent à la paix. Mais dans des termes souvent différents, et qui dévoilent de fortes tensions entre elles.

Ces tensions sont d'abord perceptibles en Ukraine. Les deux-tiers des Ukrainiens se disent orthodoxes, et un peu moins de 9% sont catholiques. Les autres courants du christianisme sont très minoritaires : 1,9% pour les protestants toutes dénominations confondues. Quant aux autres religions, elles sont très peu représentées : 1,1% pour les musulmans, une minorité présente depuis le XIVe siècle, 0,2% pour les juifs.

Chez les orthodoxes ukrainiens, des appels à la rupture avec le Patriarcat de Moscou

Les orthodoxes d'Ukraine sont partagés entre l'Église dépendant du Patriarcat de Moscou, celle du Patriarcat de Kiev, créé en 1992 et dissident du Patriarcat de Moscou, et une petite Église autocéphale – terme utilisé pour décrire chez les orthodoxes des « Églises-sœurs » indépendantes hiérarchiquement, mais unies par la même foi. Dans cet ensemble, c'est le Patriarcat de Moscou qui dispose du clergé le plus nombreux et du plus grand nombre de paroisses ; il représente près de 18% des Ukrainiens. Mais il existe aussi officiellement depuis fin 2018 une Église orthodoxe d'Ukraine, censée regrouper l'Église orthodoxe ukrainienne autocéphale et le Patriarcat de Kiev. Un ensemble qui a l'ambition de regrouper tous les orthodoxes d'Ukraine sous la juridiction d'une Église nationale autocéphale, mais qui doit encore faire la preuve de sa légitimité, puisque le Patriarcat de Kiev a depuis contesté cette fusion pour des raisons de personnes. Si cette Église autocéphale d'Ukraine finit par s'imposer, elle

regroupera 25% des Ukrainiens. Ne pouvant espérer obtenir la reconnaissance de cette Église nationale de la part du Patriarcat de Moscou, notoirement proche du pouvoir russe, les orthodoxes ukrainiens ont donc sollicité le Patriarche de Constantinople. Ce qu'a accepté le Patriarche Bartholomée en accordant le tomos (décret) d'autocéphalie à l'Église orthodoxe d'Ukraine... avec pour conséquence une sévère crise entre Moscou et Constantinople. Dès lors, les diverses Églises autocéphales ont été sommées de prendre parti pour l'un des deux grands patriarchats en reconnaissant ou non l'Église ukrainienne.

Derrière la question de l'Ukraine, c'est donc le problème de l'autorité sur l'ensemble du monde orthodoxe qui se profile. Et d'une manière encore plus pressante depuis l'invasion russe. Déjà en 2014, année de l'annexion de la Crimée par la Russie, la branche loyale au Patriarcat de Moscou a perdu une partie de ses fidèles. Et depuis le début de l'invasion russe, plusieurs de ses prêtres ont publié une adresse vidéo exigeant de rompre tout lien avec l'Église russe. D'autant plus que le 6 mars, loin de condamner l'invasion, le patriarche Kirill, chef de l'Église orthodoxe russe, a justifié la guerre en Ukraine dans un sermon enflammé contre l'Occident prononcé lors de la Divine Liturgie dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou.

« Où sont vos Bonhoeffers, où sont vos Barths ? »

Les catholiques ukrainiens sont eux aussi traversés de tensions. L'Église gréco-catholique ukrainienne représente 8% de la population, mais il existe aussi des membres de l'Église catholique ruthène. Surtout, les catholiques ont le sentiment de pâtir du dialogue œcuménique entretenu avec le monde orthodoxe par Benoît XVI et par le Pape François – alors qu'avant eux, Jean-Paul II avait ouvertement défendu les catholiques orientaux en Europe. Une position qui risque d'être difficile à tenir pour le Vatican, alors que depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, les silences du pape

François sur la Russie sont de plus en plus remarqués. S'il a appelé à l'arrêt de la « guerre », déplorant un « pays martyrisé », il n'a, à aucun moment, formellement condamné l'attaque russe. Sa dénonciation la plus claire n'est venue que dimanche dernier, lorsqu'il a fustigé « l'attaque armée inacceptable » qui a lieu en Ukraine.

Si des divisions historiques comparables à celles que connaissent les orthodoxes ou les catholiques n'existent pas entre protestants évangéliques russes et ukrainiens, ces derniers soulignent toutefois que s'ils ont entendu de nombreuses prières pour la paix de la part de leurs collègues russes, il n'y pas eu de condamnation de l'invasion. « Où sont vos Bonhoeffers, où sont vos Barths ? » interpelle Valerii Antoniuk, qui est à la tête de l'Union panukrainienne des Églises des chrétiens évangéliques-baptistes. « De nombreux croyants en Russie prient au sujet de la "situation" en Ukraine. La situation s'appelle GUERRE », dénonce pour sa part sur Facebook le pasteur de l'Église Parole de vie à Boyarka, non loin de Kiev. Pourtant, des voix s'élèvent aussi en Russie chez les évangéliques, minoritaires, bravant les menaces de représailles des autorités russes. « Le temps est venu où chacun d'entre nous doit appeler les choses par leur vrai nom, tant que nous avons encore une chance d'échapper à la punition d'en haut, et d'empêcher l'effondrement de notre pays », souligne ainsi une lettre ouverte signée par un groupe de pasteurs russes et d'autres responsables protestants. « Nous demandons aux autorités de notre pays de mettre fin à cette effusion de sang insensée ! »

La réponse du patriarche Kirill de Moscou au COE

Au final, ces tensions au sein des religions débordent très largement le cadre des relations entre Russie et Ukraine. Au point de menacer les relations œcuméniques au niveau international. Le Conseil œcuménique des Églises a ainsi envoyé une lettre au patriarche Kirill de Moscou, membre de la communauté d'Églises, pour qu'il intervienne auprès du Kremlin

pour tenter d'arrêter la guerre lancée contre l'Ukraine. Cette fois encore, la réponse au courrier du COE a été claire : le chef religieux de l'Église orthodoxe russe a demandé au COE de « rester une plate-forme de dialogue impartial, libre de toute préférence politique et de toute approche unilatérale ». Il a accusé les pays occidentaux d'avoir « tenté de faire des peuples frères – Russes et Ukrainiens – des ennemis », tout en se disant « fermement convaincu que les initiateurs [de la guerre] ne sont pas les peuples de Russie et d'Ukraine, qui sont sortis des mêmes fonts baptismaux de Kiev, sont unis par une foi commune, des saints et des prières communs, et partagent un destin historique commun », mais qu'il faut chercher « les origines de la confrontation dans les relations entre l'Occident et la Russie ».

En France, la FPF et l'Église catholique ont pris l'initiative d'un dialogue avec les représentants de l'orthodoxie russe. Le pasteur François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France et Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence des Évêques de France, devaient ainsi rencontrer le jeudi 10 mars, à la Cathédrale de la Sainte Trinité, siège épiscopal du diocèse de Chersonèse et centre de l'Exarchat d'Europe occidentale du patriarcat de Moscou, le Père Maxime Politov, curé de la Cathédrale. « Cette initiative, a indiqué la Fédération protestante de France dans un communiqué, veut contribuer au dialogue mais aussi et surtout à l'interpellation du Patriarche de Moscou et de toute les Russies sur l'importance du sens de sa responsabilité dans ce conflit. »

Guerre en Ukraine, le protestantisme français se mobilise

Face à la guerre en Ukraine, la Fédération Protestante de France, dont le Défap est membre, lance un appel à la prière et à la solidarité. Les membres de la FPF se mobilisent par des actions concrètes. Asah, collectif des acteurs chrétiens de l'humanitaire dont fait aussi partie le Défap, détaille l'engagement en France et en Ukraine de ses membres.



Communiqué de la Fédération Protestante de France

Face au drame qui se déroule en Ukraine, le protestantisme français souhaite affirmer sa ferme condamnation des terribles menaces que le président russe fait peser sur l'Europe et le monde, engendrant cette guerre qui nous concerne et nous atteint tous.

Il demande aux chrétiens, y compris aux chrétiens de Russie,

de prier et d'œuvrer pour que cesse cette guerre, et de manifester leur solidarité aux victimes, si nombreuses, qu'elle entraîne sur les routes de l'exil.

Les protestants français se sont toujours mobilisés au nom de leur foi et de leur histoire, pour offrir l'hospitalité aux réfugiés et déployer l'aide indispensable aux victimes des conflits et des violences des états.

Ainsi, dès les premiers moments de l'attaque russe contre l'Ukraine, les membres de la Fédération protestante de France (FPF), Unions d'Églises, associations, œuvres, communautés et mouvements, se sont mobilisés, chacun à son échelle et dans son domaine d'action, pour venir en aide mais aussi alerter et analyser la situation pour une juste appropriation, adaptation et concertation des actions de solidarité du protestantisme français.

Dans le même temps, il s'est mobilisé en lançant un appel à la générosité par le biais du dispositif Solidarité Protestante sous l'égide de la Fondation du protestantisme pour recueillir les dons nécessaires à cette mobilisation. Les dons collectés permettront notamment :

- D'accueillir et d'accompagner dignement les réfugiés en France et notamment par l'action de la Fédération de l'Entraide protestante (FEP) qui coordonne ces actions.
- De soutenir l'action solidaire de terrain auprès des populations de nos ONGs et réseaux d'Églises sœurs en Ukraine et en Pologne déjà sur place.

Nous savons aujourd'hui que l'accueil des ukrainiens en France sera un accueil de « passage » d'un pays à l'autre, qu'il nous faut créer des accueils adaptés à ces moments de transit sur notre territoire et être attentifs aux autres réfugiés dont nous avons toujours la responsabilité d'un accueil digne qui doit se poursuivre et perdurer.

Nous savons également que des inégalités de traitement de ces

réfugiés aux frontières sont déjà constatées et nous nous inquiétons, en lien avec La Cimade, du sort de ces personnes en situation de danger bloquées aux frontières de l'Ukraine.

C'est dans cet esprit que nous serons solidaires et mobilisés face à cette guerre.

C'est la raison pour laquelle, en lien avec l'appel à la prière du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CÉCEF) du 24 février 2022, la Fédération protestante de France vous demande de demeurer fidèle, solidaire et persévérant dans cet engagement, et vous invite à donner à Solidarité Protestante. Vos dons seront une partie de la réponse à ce drame et le signe que la foi chrétienne s'enracine dans le temps présent si cruel, dans l'espérance en Christ, imprenable.

« Efforcez-vous de conserver l'unité de l'Esprit par le lien de la paix » (Ephésiens 4,3)

L'appel aux dons de Solidarité Protestante est consultable sur : <https://donner.fondationduprotestantisme.org/ukraine>

Les membres de la FPF s'engagent

La Fédération de l'Entraide Protestante mobilise ses forces pour s'engager et soutenir les populations au cœur du conflit et pour accueillir les réfugiés qui arrivent en France.

La Cimade demande une protection Européenne pour toutes les personnes qui quittent l'Ukraine et exhorte les pays limitrophes à laisser leurs frontières ouvertes et à respecter le principe de non refoulement, rappelant que l'accueil des personnes réfugiées est un principe fondamental du droit international qui ne saurait souffrir d'exception, et dénonce les discours abjects voulant conditionner l'accueil à des questions de culture, de religion, de couleur de peau..., ou

ramenant celui-ci à une opportunité dont on pourrait « tirer profit ».

Le CASP, engagé historiquement pour les personnes venues d'ailleurs et expert dans l'accueil et l'orientation des personnes en demande d'asile, tente de répondre aux besoins d'accueil, d'orientation, en apporter des soins et un suivi psychosocial à ces nouveaux arrivant ukrainiens.

L'Armée du Salut est mobilisée sur place en Ukraine, Pologne, Roumanie et Moldavie pour venir en aide aux populations déplacées qui fuient l'Ukraine.

ADRA France se mobilise pour soutenir les actions menées en Ukraine ainsi que dans les pays voisins, pour accueillir les réfugiés. Plusieurs centres d'accueil temporaires sont déjà prêts et un entrepôt a été mobilisé par ADRA pour collecter des dons (nourriture, draps, vêtements...) et les transporter sur place.

Médair apporte un soutien urgent aux familles déplacées et aux communautés qui les accueillent.

L'Alliance Biblique demande un soutien pour la Société biblique ukrainienne à Kiev. La Société biblique apporte à la population une aide pratique et spirituelle à travers des distributions de vivres, de vêtements, de produits d'hygiène, d'ouvrages bibliques (bibles, livres pour enfants), de jeux pour enfants.

La Fédération des Églises évangéliques baptistes de France nous informe qu'elle dénombre 2272 Églises baptistes sur le territoire ukrainien, ce qui en fait la première composante protestante du pays. La FEEBF s'est associée notamment à l'Alliance Baptiste mondiale pour ses actions de solidarité.

L'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine recense les besoins transmis par les Eglises

luthériennes de Pologne et d'Ukraine sur son site.

L'Union des Fédérations Adventistes de France grâce à ses réseaux [ADRA International](#), [ADRA Ukraine](#), [ADRA Russie](#), [ADRA France](#), [ADRA Belgique](#) se prépare à prêter main-forte aux victimes de ce conflit.

Les actions d'Asah



Asah est un collectif d'acteurs chrétiens de la solidarité internationale, dont fait également partie le Défap. Parmi ses membres, on trouve des organismes comme Adra, Medair, A Rocha, Portes Ouvertes : des représentants de toutes les facettes de l'engagement humanitaire chrétien. Voici quelques nouvelles de l'engagement des membres d'Asah pour l'Ukraine, qui n'ont pas déjà été répertoriés (comme pour Médair ou ADRA) dans le communiqué de la FPF :

L'association [La Gerbe](#) a pu faire partir un camion jeudi dernier en direction de la Roumanie, en complément des transferts d'argent servant à acheter directement en Ukraine des produits de première nécessité tant que cela est possible. Un deuxième camion se prépare à partir jeudi 10 mars, cette fois en direction de l'Ukraine ! La ville d'Ecquevilly a apporté son soutien et a participé au financement de ce premier envoi, d'autres villes suivent comme Les Mureaux, Hardricourt, Verneuil sur Seine, Bazemont, ... organisant des collectes pour La Gerbe et plusieurs chefs d'entreprises membres des EDC ont aidé à trier et préparer les marchandises. Une vraie chaîne de solidarité !

L'association [Partage Plus](#) prépare également un semi remorque qui partira fin mars dont une partie ira à la frontière roumaine, proche de Siret. Une collecte de denrées alimentaires est prévue avec les commerçants de Saint-Paul-Trois-Châteaux et les villages alentours. Grâce à leurs partenaires historiques sur place, ces deux associations peuvent envoyer du matériel et assurer la distribution aux réfugiés de façon fiable et sécurisée.

Le [Secours Protestant](#) a pu envoyer des équipes sur deux missions distinctes :

- Aider à l'accueil des réfugiés à la frontière Roumanie/Ukraine,
- Le transport de réfugiés depuis la frontière Pologne/Ukraine à destination de la France et plus particulièrement de l'accueil sur le secteur Chambéry (Savoie). A ce jour, déjà plusieurs personnes ont accueilli des réfugiés sur Chambéry.

Le collectif ASAH participe à rassembler des offres de logement, si vous souhaitez accueillir des réfugiés chez vous, [vous pouvez remplir ce formulaire](#).

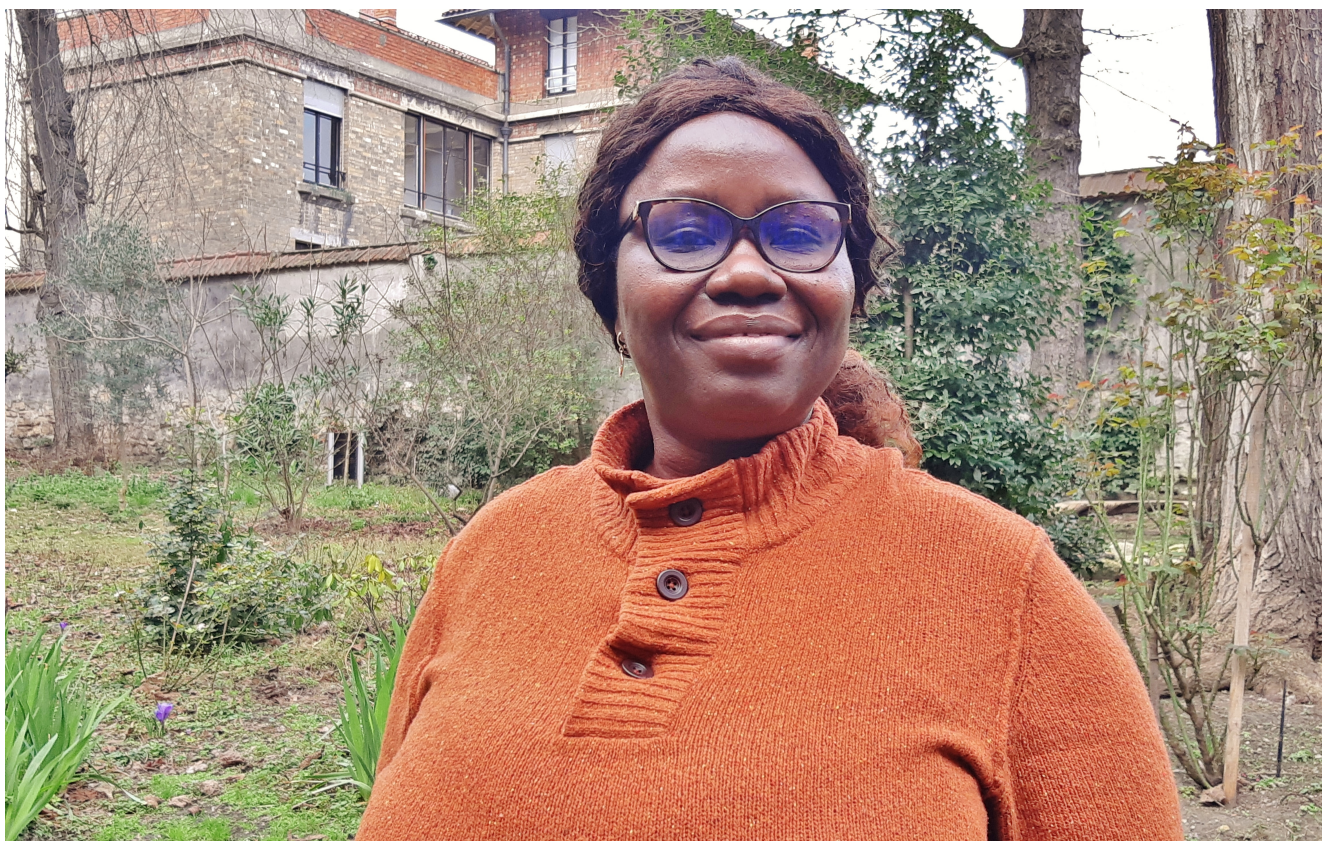
Une vraie concertation inter église et inter organisme s'est construite pour assurer l'accueil des réfugiés en Moldavie. L'OM fait partie de cette action concertée et a aussi rejoint le groupe crise du collectif ASAH. Les besoins plus particuliers sont la nourriture pour les réfugiés bloqués dans de longues files d'attente. OM est également présent dans les autres pays limitrophes et participe à l'accueil des réfugiés.

En Ukraine même, l'association [Écouter l'Enfant](#) est en lien avec le centre Source de Vie situé à Oleksandriïa, qui accueille actuellement 27 enfants.

Une association membre du collectif ASAH pense déjà à l'après. Comment est-ce que les Ukrainiens vont se reconstruire après ce traumatisme ? [Alo!Mik](#) en Albanie prévoit de pouvoir accueillir dans les prochains mois, des personnes ayant besoin de soutien psychologique et spirituel afin de les aider à se reconstruire dans un cadre de paix et d'amour. OM se prépare aussi à être un acteur de la reconstruction du pays, notamment au travers du projet Clean soul – clean city (projet de business as mission) avec le développement d'un système de pyrolyse de plastique pour produire du carburant pour favoriser l'emploi localement et nettoyer l'environnement.

Rencontre avec Brigitte Djessou, boursière du Défap

Pasteure et enseignante de Nouveau Testament à l'Université Protestante d'Afrique Centrale, Brigitte Djessou est présente pour quelques mois à Paris en tant que boursière du Défap, afin de suivre des cours à l'Institut Protestant de Théologie.



Brigitte Djessou photographiée dans le jardin du Défap © Défap

Quel est votre parcours, et quel est le but de la formation que vous suivez à Paris ?

Brigitte Djessou : Je suis pasteure de l'Église méthodiste unie Côte d'Ivoire (EMU-CI) ; j'ai été consacrée le 30 novembre 2003, et j'ai été affectée à divers postes jusqu'à

2010 et à mon entrée à l'UPAC (Université Protestante d'Afrique Centrale) en 2010, où j'ai fait un Master 2 en Nouveau Testament. En 2011, j'ai intégré l'école doctorale ; et j'ai eu mon doctorat en 2015. Depuis septembre 2017 et jusqu'à aujourd'hui, j'enseigne le Nouveau Testament à l'UPAC. Je suis à Paris dans le cadre d'études post-doctorales – c'est une sorte de formation continue : les méthodes pour enseigner évoluent, de nouveaux outils apparaissent, et en tant qu'enseignant, il est nécessaire de s'adapter. Je suis donc des cours de grec et de théologie à l'IPT (l'Institut Protestant de Théologie) pour me perfectionner. Tünde Lamboley (chargée du suivi des boursiers au Défap) m'a mise en relation avec Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'IPT, pour établir mon programme.

Qu'est-ce qui caractérise vos cours à l'UPAC ?

La diversité. Nous avons des étudiants de niveaux très différents, venus d'horizons très divers, de pays différents, d'Églises différentes... Certains suivent un cursus à l'UPAC avant d'arriver en Master 2, mais d'autres viennent d'autres institutions... La première chose que je dois faire, c'est mettre tout le monde dans le même bain, vérifier les méthodes ; et rapidement, je demande à chacun de préparer une exégèse à partir de quelques versets en grec tirés du Nouveau Testament, puis de présenter son travail, à tour de rôle, devant tout le groupe. C'est une manière très efficace de confronter les diverses approches, de mettre en parallèle les diverses formations. Et c'est particulièrement enrichissant quand on en arrive à l'herméneutique (l'interprétation des textes bibliques), car c'est dans ce domaine que le poids du contexte dont chacun est issu apparaît le plus.

Quelle est la place des femmes dans l'enseignement à l'UPAC ?

Je suis la seule femme pasteure et théologienne parmi une douzaine d'enseignants. C'est dire s'il y a besoin d'une meilleure reconnaissance du rôle des femmes dans ce domaine !

Et la formation que je suis ici, en France, peut bien sûr y aider. Ce sera d'autant plus vrai si je parviens à en tirer une publication. Cela me permettra de donner plus de visibilité à mon travail, plus de crédibilité auprès des enseignants de l'UPAC, qui pourront ainsi se rendre compte que ça n'est absolument pas du tourisme... Et ça pourra motiver d'autres enseignantes à suivre.

Rencontre avec le président de l'Église Évangélique du Congo

Le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua préside depuis fin 2020 l'Église Évangélique du Congo, après quatre années de présidence d'Édouard Moukala qui ont laissé l'EEC en crise. En ce mois de mars 2022, il est en visite en France et de passage au Défap.



*Le président de l'Église Évangélique du Congo, le pasteur
Juste Alain Gonard Bakoua © Défap*

C'est votre première visite officielle en France depuis que vous présidez l'EEC : quel est le principal but de votre venue et qui avez-vous eu l'occasion de rencontrer ?

Pasteur Juste Alain Gonard Bakoua : Il s'agit de renouer avec les partenaires de l'EEC, après plusieurs années qui ont vu les relations se distendre. J'ai pu m'entretenir avec le Secrétaire général du Défap Basile Zouma, et échanger, en sa compagnie, avec la présidente de l'Église protestante unie de France, Emmanuelle Seyboldt. Nous étions accompagnés par Godefroy Tchoubou, président de la plateforme « Ensemble pour le Congo » qui est à la fois membre de l'EPUdF et de la communauté congolaise en France : il joue un rôle important de trait d'union.

Quelles sont vos attentes ?

Elles sont très importantes pour notre Église qui est en plein « relèvement » après des années difficiles. Elles concernent aussi bien la formation que les questions de santé, de jeunesse, de genre... En matière de formation par exemple, nous

ambitionnons de relancer le cycle doctoral de la Faculté de Théologie Protestante de Brazzaville, mais pour cela, il nous faut former des enseignants et qu'ils puissent être accompagnés lors de leur cursus et de leurs recherches en France. Nous voudrions aussi mettre en place une gestion collégiale de l'université en y incluant d'autres partenaires : d'autres Églises ou d'autres centres universitaires, comme l'Université Protestante d'Afrique Centrale (Upac).

Et en France même ?

Il y a de grands besoins d'accompagnement de la diaspora congolaise, qui est très importante mais un peu dispersée. Il s'agit de favoriser le rapprochement avec les protestants de France mais aussi entre Églises congolaises implantées en France, pour aider au développement de communautés qui puissent être ouvertes sans perdre de leur identité.

Comment votre Église s'exprime-t-elle sur les principaux sujets politiques et sociaux du Congo-Brazzaville ?

L'EEC ne s'exprime pas de manière isolée. Il existe dans notre pays un Conseil œcuménique – dont j'assume en ce moment la présidence tournante, à la suite de Mgr Bienvenu Manamika, actuel archevêque de Brazzaville ; et les diverses Églises se coordonnent pour intervenir sur tous les sujets liés à la politique, au social, etc. C'est important pour l'EEC, mais aussi pour le Congo-Brazzaville lui-même : notre Église est la plus représentée dans le pays après l'Église catholique. Nous avons tous besoin d'union, car la situation de nos Églises a un impact direct sur l'unité de notre pays.

Prosélytismes... au pluriel !

Pour son numéro 82, la revue Perspectives Missionnaires aborde la question sensible du prosélytisme. Une question qui interroge très directement la façon dont les Églises conçoivent et accomplissent leur mission. Ce numéro est par ailleurs le dernier à paraître sous forme imprimée : dès le n°83, PM rejoindra Foi & Vie sous la forme d'un « Cahier d'études missiologiques et interculturelles ». Les archives de Perspectives missionnaires (soit 82 numéros) seront ainsi bientôt intégralement disponibles, en ligne, sur le site de Foi & Vie.

Perspectives MISSIONNAIRES

82

2021

Revue protestante de missiologie



**Prosélytismes...
au pluriel !**

Photo de couverture du n°82 de Perspectives Missionnaires © PM
Pour son passage du papier au numérique, notre revue Perspectives missionnaires a choisi d'aborder une question délicate, celle du prosélytisme. Une question qui interroge très directement la façon dont les Églises conçoivent et accomplissent leur mission. Jusqu'au XXe siècle, celle-ci était explicite : il fallait convertir des populations nouvelles au Christ pour suivre l'injonction du Ressuscité selon la finale de l'évangile de Matthieu : « Allez donc auprès des gens de toutes les nations et faites d'eux mes disciples » (Mt 28,19 BFC). Le prosélytisme ne faisait guère problème.

Depuis lors, nos sociétés ont changé ainsi que les sensibilités. Elles se sont sécularisées et les États, au nom de la laïcité, ont pour tâche de veiller à maintenir la paix religieuse sur leur territoire. La société pluraliste et multi-religieuse que nous connaissons en Occident place les Églises devant le défi de formuler d'une manière crédible le message réformateur de la réconciliation de Dieu avec les humains, et de la liberté offerte en Christ. En même temps, elle les met dans une situation quelque peu embarrassante. Cet embarras est notamment dû aux nombreuses réticences que provoque le terme d'évangélisation qui peut être compris comme un endoctrinement liberticide, une réduction individualiste faisant fi du tissu social, un zèle prosélyte qui met sous pression, un vis-à-vis inégal entre possesseurs de la vérité et objets d'évangélisation, un événement qui se réduit à des paroles sans trouver sa concrétisation sur le terrain de la pratique sociale. De tels ressentiments sont nourris par des expériences du passé mais aussi du temps présent.

□ Églises et religions se doivent d'être aujourd'hui facteurs de cohésion sociale et non de discorde ou de tension

Dans ce contexte, Églises et religions se doivent d'être

aujourd'hui facteurs de cohésion sociale et non de discorde ou de tension. Or le prosélytisme a pris une connotation nettement péjorative, non seulement dans la société, mais également au sein des Églises elles-mêmes, gagnées par un esprit de tolérance et d'ouverture. Il apparaît comme une démarche « repoussoir » en opposition à une démarche d'unité dans laquelle les diverses confessions chrétiennes, voire les diverses traditions religieuses, se concertent pour porter un témoignage commun dans le monde.

Mais n'acceptons-nous pas trop facilement d'enfermer le prosélytisme dans une acception strictement péjorative ? Dans le refus de tout prosélytisme religieux, n'y a-t-il pas une forme de refus de la liberté de conscience et de religion ? Une difficulté d'accepter que l'autre change de croyance ? Ainsi Olivier Abel a-t-il écrit, de façon un peu provocante, dans un numéro du quotidien La Croix de décembre 2003, un « éloge du prosélytisme » qui donnait de l'espace à ce qu'il appelait une « libre-conversation » des religions. Entre « gel confessionnel » chez certains, tendances à une forme de re-confessionnalisation chez d'autres, et identités fluides d'un certain post-confessionnalisme pour beaucoup d'autres encore, comment analyser ce à quoi nous assistons aujourd'hui ?

C'est ce type de questionnement qui nous a incités à faire le point sur ce que l'on entend par prosélytisme. Nous avons donc ouvert à frais nouveaux ce dossier en envisageant plusieurs angles d'approche. Les contributions qui suivent offrent une belle diversité de points de vue et de perspectives sur la question :

- Une enquête néotestamentaire sur les débuts de la mission chrétienne avec le bibliste Simon Buttica qui examine la question de savoir comment l'Église est devenue missionnaire ;
- Une approche globale du prosélytisme avec le missiologue Hannes Wiher qui se penche sur les enjeux missiologiques ainsi que sur le témoignage chrétien dans les relations

- interreligieuses et interconfessionnelles ;
- Une appréciation critique du prosélytisme dans le contexte de nos sociétés sécularisées par l'historien Jean-François Mayer ;
 - Le positionnement clair du mouvement oecuménique sur le prosélytisme par le théologien Jean-Luc Blondel ;
 - Une évaluation du prosélytisme d'un point de vue catholique romain par Pierre Diarra, missiologue catholique ;
 - Une lecture du prosélytisme dans des pratiques ecclésiales contemporaines en Europe orientale et en Amérique latine par Jean Renel Amesfort.
 - Une analyse de stratégies d'évangélisation en milieu musulman au Liban avec la sociologue Fatiha Kaouès. Cet article particulièrement fouillé sera publié en deux parties. La première partie qui paraît dans ce numéro présente la théorie et la pratique d'évangélisation en milieu musulman de Georges Houssney, engagé auprès de diverses organisations missionnaires parmi lesquelles Campus Christian Fellowship.
 - Une seconde partie, qui présente la réflexion de Colin Chapman, un protestant évangélique très impliqué dans la réflexion sur l'activité missionnaire au Moyen-Orient et dans le dialogue interreligieux, paraîtra dans le prochain numéro de notre revue.

Ces diverses approches ne prétendent pas faire le tour d'un problème difficile et complexe. Mais elles ont la vertu, nous l'espérons, de montrer que le prosélytisme doit être examiné avec nuance et dans une perspective dialectique. En effet, l'appréciation qu'on en aura dépendra foncièrement de la théologie, de la sotériologie et de l'ecclésiologie de celui ou de celle qui l'étudie. Les différents auteurs en offrent des regards croisés qui enrichissent la réflexion et qui permettent de se faire une idée plus précise de la question telle qu'elle se pose aujourd'hui à nos Églises.

Avant de conclure cette introduction, il est judicieux de mettre encore en évidence deux éléments qui font partie de notre questionnement, mais qui n'ont pas fait l'objet d'un traitement particulier dans ce dossier : l'un concerne le contexte de nos sociétés libérales en Occident, l'autre porte sur un contexte plus large.

□ Quelle différence de fond y a-t-il entre religion et monde politique, économique, associatif, ou même recherche spirituelle ?

Premièrement, on peut se poser la question : dans nos sociétés de « modernité-post » quelle différence de fond y a-t-il entre religion et monde politique, économique, associatif, ou même recherche spirituelle ? Car, contrairement à ce qui se passe pour les Églises et les religions, il y a bien des domaines où la recherche de membres ou d'adhérents est tout à fait tolérée, souvent au travers d'un prosélytisme décomplexé fait de propagande, de publicité, de campagne de communication. Partis politiques, syndicats, mouvements écologistes ou autres défenseurs de telle ou telle cause, promoteurs de tel ou tel produit, nombreux sont celles et ceux qui, aujourd'hui, font pression sur notre conscience en faisant appel à tous les moyens modernes de communication. Sans aller plus loin dans l'analyse, on peut avancer l'hypothèse selon laquelle c'est le lien souvent perçu – au passé comme au présent – entre religions, intolérance et violence qui pose problème et qui fait que les religions sont moralement interdites de prosélytisme contrairement à d'autres acteurs de nos sociétés.

Deuxièmement, et peut-être en contrepoint, il faudrait mettre en évidence le fait que, si, dans les sociétés libérales occidentales, le prosélytisme est mal perçu, il ne provoque pas des réactions menaçant fondamentalement la liberté de conscience et de culte. En revanche, il y a de plus en plus de pays où sont adoptées des lois anti-conversion qui sont nettement liberticides. Ce phénomène semble même en nette

progression dans des contextes religieux très divers. Il pourrait être une réaction à l'effet de globalisation qu'exerce l'évolution de notre monde et il interroge fortement le rêve de société pluraliste et multiculturelle qui habite nos instances politiques et religieuses. Il n'est pas nécessaire de nous étendre davantage ici sur ce questionnement qui serait susceptible de susciter d'autres recherches et réflexions d'envergure.

Michel Durussel et Jean Renel Amesfort

Le sommaire de ce n°82

Avant propos

- I *Perspectives Missionnaires* devient le « Cahier d'études missiologiques et interculturelles » de *Foi et Vie*, par Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn

Dossier :

Prosélytismes... au pluriel !

- 7 **Introduction** par Michel Durussel et Jean Renel Amesfort
- 11 **Comment l'Église est-elle devenue missionnaire ?** par Simon Buttica
- 16 **Le prosélytisme. Enjeux missiologiques** par Hannes Wiher
- 33 **Le débat sur le prosélytisme en Occident** par Jean-François Mayer
- 40 **Unité dans le témoignage. Approches œcuméniques**
par Jean-Luc Blondel
- 46 **L'Église grandit par attraction et non par prosélytisme**
par Pierre Diarra
- 52 **Perception du phénomène du prosélytisme dans des pratiques ecclésiales contemporaines** par Jean-René Amesfort
- 70 **Le prosélytisme, entre contrainte et libre choix** par Fatiha Kaouès

Rubrique

- 87 **Varia**
A la recherche du renouveau. Quelle réforme dans l'Église au XXI^e siècle ?
par Natacha-Ingrid Tinterof
- 107 **Chronique**
Soutenir la formation à la théologie interculturelle : un des axes de DM, par Michel Durussel
- 111 **Lectures**
- *Évangéliser dans l'espace numérique ?*, Marie-Rose Tannous, Lorraine Sainte-Marie et Pierrette Daviau
 - *Tout, tout de suite. Parole de Dieu et médiations chrétiennes dans une culture de l'immédiateté*, François-Xavier Amherdt
par Marc Frédéric Muller

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis 40 ans [Perspectives missionnaires](#).

Dès janvier 2022, PM rejoindra Foi & Vie sous la forme d'un « Cahier d'études missiologiques et interculturelles ». Les archives de Perspectives missionnaires (soit 82 numéros) seront ainsi bientôt intégralement disponibles, en ligne, sur le site de Foi & Vie. L'équipe de PM espère ainsi enrichir la palette des champs de recherche de la revue numérique.

Sacha : premières impressions du Sénégal

Les frontières se rouvrent, partiellement du moins, après l'épisode de fermeture dû à la situation sanitaire, et les missions à l'étranger reprennent. Après nos chroniques « Éloigné, en confinement » qui ont rendu compte de ce que vivaient les envoyés et boursiers du Défap pendant les périodes de restriction des déplacements, voici le témoignage de Sacha : après avoir participé à la session de formation des envoyés de juillet 2021, le voilà au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrit dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de

l'ELS (l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Sacha travaille aux côtés d'une sage-femme, Monique Bakkhoum.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Quelles impressions gardes-tu de ton premier contact avec le Sénégal ?

Sacha : Mes premières impressions sont liées à la solidarité, au respect et à l'accueil très chaleureux qu'on m'a fait. Je me suis tout de suite adapté aux différentes conditions et coutumes qui ont cours ici. Toutes les choses que je connaissais et mes habitudes que j'avais en France, j'ai dû tout laisser là-bas.

Qu'est-ce qui t'a le plus frappé en arrivant sur ton lieu de mission ? Une anecdote, un souvenir, une image ?

Sacha : Au début, le manque de matériel, surtout pour les accouchements. J'étais complètement dépaysé. Et puis il n'y a pas d'électricité, seulement pour alimenter le frigo qui sert au stockage des médicaments. Il n'y a ni clim ni ventilateur. La chaleur est la plus dure à supporter pendant le travail.

Comment s'est passée la rencontre avec les personnes avec

lesquelles tu vas travailler ?

Sacha : Très bien, je travaille avec une infirmière du nom de Monique : on s'est tout de suite bien entendu. Elle m'explique et me traduit les choses que je ne comprends pas.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha : Je lui apporte une aide pour les soins et les consultations car elle gère seule un poste de santé dont dépendent 6300 personnes. J'ai été mis en contact avec une ancienne envoyée qui avait occupé le même poste que moi : elle m'a expliqué un peu la mission, ce qui m'a permis de me faire une idée très vite de la situation avant même d'arriver au Sénégal. Maintenant j'ai mon rythme de travail, mes habitudes et je sais quels sont les soins requis pour chaque consultation.

Quelles sont les principales difficultés d'adaptation auxquelles tu as dû faire face depuis ton arrivée ?

Sacha : La chaleur, c'est ce qui me marque le plus : il fait très chaud, et chaque effort sous le soleil est épuisant. Au niveau du matériel médical, je fais avec ce qu'il y a sur place : quoi qu'il arrive, je n'ai pas le choix. L'apprentissage de la langue est aussi compliqué pour moi car il y a le Sérère et le Wolof. Même si j'arrive à me faire comprendre en parlant français avec les personnes qui habitent en ville, dans les villages et pendant les consultations c'est tout de même difficile. La nourriture est principalement composée de riz, ce qui est dur à accepter au début ; mais je me suis bien habitué avec le temps.

Peux-tu nous parler de ce qui se vit avec l'Eglise locale ?

Sacha : J'ai beaucoup sympathisé avec le président de l'Eglise, on s'entend vraiment très bien. Je vais au culte le dimanche de temps en temps et on me fait découvrir les

différents actions et activités auxquelles l'Église locale participe, et qu'elle finance.

Les Églises se mobilisent avant la COP26

Alors que la COP26, la 26ème conférence internationale sur le climat qui réunit chaque année les pays signataires de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, se tient ce week-end à Glasgow, les initiatives se multiplient au sein des Églises pour appeler à la sauvegarde de la création.



Dans notre perception du monde, les faits matériels et objectifs tiennent une place somme toute assez réduite. Ils sont toujours passés au crible de notre expérience, de nos convictions, de notre foi. Ils peuvent être niés ou

réinterprétés. Devant un tribunal, des preuves matérielles pourront être utilisées dans des sens très différents par l'accusation et par la défense. Dans la Bible même, Jésus, mis au défi par des pharisiens de fournir un miracle en guise de preuve, refuse purement et simplement : « Une génération méchante et adultère demande un miracle ; il ne lui sera donné d'autre miracle que celui du prophète Jonas » (Matthieu 12, verset 39).

Non seulement les [preuves du réchauffement climatique](#) sont légion, non seulement un [consensus international d'experts](#) écrasant affirme sans l'ombre d'un doute que ce [réchauffement est d'origine humaine](#), mais nous assistons déjà à [l'emballlement du processus](#), avec des effets inédits dans l'histoire de l'humanité : des [tempêtes tropicales violentes](#) dont la fréquence et l'intensité s'accroissent, des [épisodes caniculaires au-delà du cercle polaire](#), des [inondations catastrophiques en Europe](#), des [effets dramatiques d'une mousson inédite en Inde](#)... Soyons honnêtes : pour celles et ceux qui sont nés avant les années 80, qui aurait pu imaginer qu'un jour – et surtout de leur vivant – seraient enregistrées [des températures frôlant les 50°C au Canada](#), au-delà du 50° de latitude nord ? Qui aurait pu imaginer qu'en Sibérie, une ville entière de 300.000 habitants bâtie sur le permafrost, Iakoutsk, fondée en 1632, puisse voir ses bâtiments se fissurer et menacer de s'effondrer du fait de la fonte du sous-sol ? Mais si les faits sont têtus, l'être humain l'est plus encore.

En août dernier, le GIEC, groupe composé de scientifiques indépendants de tous les pays, a sorti son dernier rapport. Ses conclusions sont sans appel. Tous les scénarios prévoient que la planète connaîtra un réchauffement de minimum 1,5°C. Et sans des décisions drastiques, bien au-delà des engagements pris jusqu'alors par les principaux pays représentés lors des diverses Conférences des Parties, l'hypothèse plausible est celle d'un réchauffement de 2,7°C. Avec des effets prévisibles

qui iraient de la fonte d'une portion comprise entre un tiers et une moitié du permafrost, libérant dans l'atmosphère des quantités monstrueuses de méthane, gaz à effet de serre doté d'un potentiel de réchauffement 30 à 40 fois plus important que le CO₂ ; des événements climatiques extrêmes, des incendies de forêt à répétition, un effondrement de la biodiversité, une montée des océans provoquant l'exode de centaines de millions de réfugiés climatiques... Face à [ces prévisions](#) et surtout aux [recommandations du GIEC](#), divers États ont avant tout tenté de minimiser : le ministère saoudien du Pétrole a tenté de faire disparaître l'appel à des actions « urgentes et accélérées » en faveur de l'abandon des énergies fossiles. L'Australie, exportatrice de houille, a contesté que « la fermeture des centrales à charbon (soit) nécessaire ». Argentine et Brésil, gros producteurs de viande, voulaient enlever un passage soulignant qu'un régime végétarien pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de moitié.

L'engagement œcuménique en faveur de la création

Il n'est pas trop tard pour agir. Mais l'urgence climatique appelle chacun de nous à l'action. Politiques, ONG, mais aussi Églises et théologiens : il existe aujourd'hui toute une théologie de la sauvegarde de la création, et la thématique de l'écologie est bien présente parmi les protestants. Cette implication des Églises a connu un développement spectaculaire à partir de la COP 21, organisée à Paris. Aujourd'hui, c'est devenu l'un des principaux engagements œcuméniques.

Ce vendredi 29 octobre, [le pape François a appelé les dirigeants mondiaux](#) qui se réuniront à la COP26 d'apporter « d'urgence » des « réponses efficaces à la crise écologique ». Avant cela, et pour la première fois, les dirigeants de l'Église catholique romaine, de l'Église orthodoxe orientale et de la Communion anglicane (le pape François, le patriarche œcuménique Bartholomée et l'archevêque Justin Welby) avaient [signé une déclaration commune](#) estimant

que le changement climatique n'est pas seulement un défi futur, mais « une question immédiate et urgente de survie ». Le [Conseil d'Églises chrétiennes en France](#) (CECEF), se disant « profondément préoccupé pour l'avenir de notre maison commune, la biosphère, dans laquelle vivent plus de 7 milliards d'êtres humains et 8 millions d'espèces d'êtres vivants », a lancé « un appel aux dirigeants du monde entier et à la France en particulier » pour qu'ils prennent des mesures urgentes. Dans le même esprit, Église verte propose un temps de prière en ligne, afin de soutenir spirituellement l'engagement des personnes de bonne volonté et de prier ensemble pour des engagements forts et justes, à la hauteur des enjeux climatiques. Quant à [l'Église protestante unie de France](#), elle a placé son Synode national 2021 sous le thème : « Écologie : quelle(s) conversions » et a diffusé, à la suite de la rencontre de ses 230 délégués à Sète, un communiqué marquant une prise de parole publique adressée non seulement aux paroisses, mais aussi à la société dans son ensemble et notamment aux décideurs, « sur la lenteur, l'insuffisance voire les contradictions délibérées des discours et des actions mises en oeuvre face à l'urgence du dérèglement climatique et du recul grandissant de la biodiversité de la planète ».

À Beyrouth, des réfugiés dont nul ne veut

Dans un pays, le Liban, qui fait naufrage, les réfugiés venus d'Irak et surtout de Syrie voient leur condition devenir dramatique : 9 sur 10 survivent sous le seuil

d'extrême pauvreté, sans statut (le Liban n'étant pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés), et en butte à des marques d'hostilité croissante. C'est pour permettre aux plus vulnérables d'entre eux d'être accueillis en France que vient d'être renouvelé le dispositif des « couloirs humanitaires ».



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Après 10 ans de crise, la vie est plus difficile que jamais pour les Syriens déracinés. L'onde de choc mondiale générée par la photo du petit Alan Kurdi, 3 ans, retrouvé noyé sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015, a certes provoqué une prise de conscience de la nécessité d'éviter les « voyages de la mort » à travers la Méditerranée ; elle a été notamment à l'origine du projet des « couloirs humanitaires », né en Italie d'une initiative œcuménique avant d'être étendue en France... Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis 2011, des millions de Syriens ont dû fuir les combats, soit à travers leur propre pays, soit en tentant d'atteindre

les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie. On estime qu'ils sont environ 5,6 millions répartis aujourd'hui dans ces trois pays, dont 1,5 million pour le seul Liban, petit pays de 6 millions d'habitants. En Syrie même, Bachar al-Assad, après avoir repris le contrôle de la majorité du territoire, réclame leur retour – ce que la plupart d'entre eux redoutent, craignant d'être enrôlés dans l'armée ou arrêtés par les services de renseignement. Les autorités libanaises ont officiellement soutenu cette position et affirmé que les conditions en Syrie étaient propices à ce retour, allant à l'encontre de la position du HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu.

L'impossible retour en Syrie

Dans un pays en déroute, le Liban, les réfugiés syriens font ainsi partie des plus fragiles parmi les fragiles. Sans statut officiel, sans structure pour les accueillir, sans moyen de subsistance, ils se retrouvent au centre de tensions politiques croissantes après avoir fui la guerre dans leur pays. Il faut dire que le Liban lui-même connaît une crise considérée comme sans équivalent depuis 1850, selon la Banque Mondiale : entre la crise du Covid-19, l'explosion du port de Beyrouth, une crise économico-politique qui a mis en lumière la corruption de l'ensemble de la classe dirigeante et a fait basculer les trois-quarts des Libanais dans la pauvreté, la plupart des habitants du pays survivent aujourd'hui au jour le jour, entre coupures d'électricité (les centrales n'étant plus alimentées en hydrocarbures), impossibilité de se procurer des biens de première nécessité (devenus inaccessibles du fait de l'inflation, qui a atteint 131,9% au cours des six premiers mois de 2021) ou d'obtenir de l'essence pour se déplacer ou du fioul pour leurs générateurs. Près d'un quart des Libanais vivent même sous le seuil d'extrême pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars prévus en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de

37,1%. Une baisse aussi brutale, note la Banque Mondiale, est généralement associée à une situation de guerre.

Face à la violence de cette crise, la réponse des autorités publiques a été molle et inefficace ; la Banque Mondiale elle-même souligne la toxicité du « consensus politique de préserver un système économique en faillite qui a profité à quelques-uns pendant très longtemps ». En revanche, la question des réfugiés syriens devient de plus en plus facilement un exutoire. Il leur a notamment été reproché d'avoir accès à des aides d'ONG internationales, voire de constituer une main d'œuvre à bas coût et de faire baisser le salaire des Libanais – un ressentiment exploité sans vergogne par certains politiques libanais. La crise sanitaire a renforcé ces tensions, certaines municipalités en profitant pour mettre en place des mesures applicables aux seuls réfugiés syriens, comme des couvre-feux. Et les discours politiques réveillent parfois le spectre des « réfugiés palestiniens » arrivés entre 1948 et 1967, un épisode qui avait fortement déstabilisé le Liban.

Comment vivent donc les réfugiés syriens dans un pays qui fait naufrage ? Près de 9 sur 10, selon les estimations du HCR, survivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Un foyer sur deux est en insécurité alimentaire et certains en situation de famine et sans accès aux soins. En outre, ils ne bénéficient pas du statut de réfugié au Liban, pays qui n'est pas signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement libanais les considère comme des « personnes temporairement déplacées ». Faute de solutions durables sur le territoire libanais et à défaut de pouvoir rentrer en Syrie, un grand nombre de ressortissants syriens font des demandes d'asile auprès des consulats de pays membres de la Convention de 1951. Mais obtenir un visa humanitaire est souvent une épreuve hors de portée pour ces réfugiés, même s'ils remplissent toutes les conditions requises. C'est précisément là qu'intervient Soledad André,

chargée de mission pour la FEP et présente à Beyrouth en tant qu'envoyée du Défap, sous statut VSI : elle aide à constituer les dossiers, et pour cela doit recueillir des témoignages, reconstituer comme des puzzles des parcours jalonnés de violences et de traumatismes ; il lui faut ensuite prévoir les conditions d'accueil des familles en France, et les accompagner dans l'avion jusqu'à Paris... Une tâche qui prend de plus en plus d'ampleur, et face à laquelle la Fédération des Églises évangéliques italiennes, l'un des partenaires d'origine du projet, peine à maintenir son engagement. Voilà pourquoi le Défap a envoyé récemment une autre volontaire au Liban.

Liban : garder les «couloirs humanitaires» ouverts

La convention permettant l'arrivée de réfugiés particulièrement vulnérables issus de camps présents au Liban vient d'être reconduite avec le gouvernement français, après plusieurs mois de négociations. Elle porte sur l'accueil de 300 personnes via des « couloirs humanitaires » sûrs, alternative légale aux « voyages de la mort » en Méditerranée. Le Défap, qui a déjà une VSI sur place, Soledad André, chargée de mission de la FEP, va y envoyer prochainement une autre volontaire.



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

François Clavairolly, président de la Fédération protestante de France (FPF), le reconnaît : « Le nombre de réfugiés accueillis ne représente qu'une goutte d'eau mais nous voulons rester fidèles à une parole reçue, celle de l'hospitalité ». Depuis 2017, date de la signature en France du premier protocole sur les « couloirs humanitaires », un peu plus d'un demi-millier de Syriens ou d'Irakiens fuyant la guerre ont pu être accueillis en France grâce à la mobilisation d'un réseau œcuménique. Après plusieurs mois de négociations, le dispositif vient d'être reconduit grâce à une nouvelle convention signée par les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur avec la FPF et la Fédération de l'entraide protestante (FEP). Il prévoit l'accueil sur trois ans de 300

réfugiés ayant fui leur pays et actuellement installés dans des camps au Liban.

Dans l'organisation qui permet de faire venir ces réfugiés en France, et qui associe de nombreux partenaires, notamment issus du milieu protestant, le Défap intervient au niveau de la logistique. C'est ainsi que Soledad André, chargée de mission de la FEP qui accompagne à Beyrouth les réfugiés dans le cadre de ce programme, qui aide à monter leurs dossiers et qui les accompagne dans l'avion jusqu'à leur arrivée à Roissy, est une envoyée du Défap depuis 2018, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Elle a été rejointe récemment par une autre envoyée du Défap, pour tenir compte à la fois de l'augmentation du nombre des personnes à accompagner, et des difficultés de la FCEI (la Fédération des Églises évangéliques italiennes, partenaire et porteuse du projet des « couloirs humanitaires » au Liban) à continuer le financement du projet et donc la continuité de la permanence de l'équipe à Beyrouth.

Une mobilisation exemplaire

Car, c'est là un point crucial, le projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. À l'origine de cette initiative, il y a eu tout d'abord un constat : nombre de familles fuyant des pays en guerre comme l'Irak ou la Syrie se retrouvaient soit bloquées dans des camps au Liban... soit tentaient de traverser la Méditerranée, devenant ainsi la proie des réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, risquant leur vie dans le naufrage d'embarcations surchargées. Le programme ayant servi de modèle à cette convention est ainsi né en Italie en 2016, à la suite de plusieurs drames particulièrement meurtriers qui avaient servi d'électrochocs au sein des opinions publiques européennes : il s'agissait d'une initiative de la Communauté catholique de Sant'Egidio, dont les juristes spécialistes du droit des

étrangers avaient su utiliser les textes européens pour imaginer ces « couloirs humanitaires », destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables : enfants et familles monoparentales, patients en attente de soins urgents, personnes en butte à des persécutions. Ce dispositif avait été mis en place en association avec la FCEI et avec l'Église vaudoise, membre de la Cevaa. Une opération rendue possible non seulement par l'engagement des Églises qui avaient décidé de le prendre en charge, mais aussi grâce à l'appui de bénévoles et d'associations se chargeant d'accueillir les réfugiés et de les aider à s'intégrer au sein de la société italienne.

Devant le succès de cette initiative, le modèle a été repris dès l'année suivante en France, par le biais d'un protocole d'entente signé à l'Élysée et associant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se sont retrouvés ainsi accueillis légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap.

La FEP et les associations partenaires du projet ont publié en 2018 une première étude sur les familles arrivées en France depuis juillet 2017. Elle révélait que 65% des familles accueillies se disaient satisfaites de leur hébergement en France. Toutefois, si 83% des familles avaient enregistré leur demande d'asile 15 jours après leur arrivée en France comme prévu dans le protocole, près de la moitié de ces familles n'avaient pas été entendues par l'Ofpra (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) durant les trois premiers mois suivant leur arrivée en France. Des délais que l'État s'est engagé à réduire dans la nouvelle convention

signée au cours de ce mois d'octobre.

Le jubilé de la Cevaa s'invite dans Perspectives Missionnaires

Le numéro 81 de *Perspectives Missionnaires*, consacré aux questionnements qui traversent tous les organismes missionnaires aujourd'hui, offre une carte blanche à Omer Dagan, secrétaire exécutif de la Cevaa en charge du pôle Animation et jeunesse, qui évoque les célébrations des 50 ans de la Communauté d'Églises en mission.



Illustration pour le Jubilé de la Cevaa © Cevaa

L'assemblée générale de la Cevaa – Communauté d'Églises en Mission – se prépare à vivre un moment particulièrement significatif de son histoire. En effet, le temps de son déroulement verra la célébration du cinquantième anniversaire de la Communauté. Le thème qui servira de fil conducteur à toutes les activités de l'assemblée générale et du Jubilé est

intitulé : «Cevaa : maintenons la flamme !». Il est inspiré de Luc 12, 35.

Dès la création de la Cevaa, le 30 octobre 1971, les pères fondateurs avaient une ferme volonté, celle d'annoncer la Bonne Nouvelle au-delà de toute frontière. Ainsi vit le jour la Cevaa (Communauté évangélique d'action apostolique), dont la responsabilité est de mener une réflexion continue sur la mission et sur la signification de l'Évangile. Lors du Conseil du 30 octobre 1999 à Nécé (Maré, Nouvelle-Calédonie), les Églises membres avaient décidé de modifier le nom de la Communauté et de la nommer Cevaa – Communauté d'Églises en mission. Ce choix du mot «communauté » renvoie à la théologie de la première communauté apostolique, dont l'utopie constituait un grand rêve d'animer l'Église par la flamme de l'Évangile, en vue de la transformation du monde. Avec les mutations perpétuelles, la Cevaa cherche à maintenir vivante la flamme de son inspiration originelle, de manière à offrir chaleur et lumière à ses contemporains. Comme la ferveur spirituelle de bien des croyants diminue avec le temps, le slogan «Cevaa : maintenons la flamme !» est un encouragement important, pour la Communauté comme pour les Églises, dans leur engagement missionnaire. Il nous donne la possibilité de vérifier la solidité des liens entre Églises membres et de les renforcer.

Une flamme, c'est quoi ?

Une flamme est une réaction de combustible qui est à l'origine de la production du feu. Elle produit de la chaleur et émet en général de la lumière. La flamme dégage une puissance d'action : faire rougir le fer, cuire les aliments, combattre le froid, éclairer un chemin. Dans le langage biblique, la flamme symbolise la présence de Dieu, la Parole de Dieu, la présence du Saint-Esprit. La flamme de Jésus dans le monde, c'est donc le feu de l'Esprit-Saint gagnant de proche en proche, purifiant tout, embrasant tout, illuminant tous les hommes.

C'est l'Esprit-Saint qui allume la foi dans le cœur des hommes grâce à la parole portée jusqu'au bout du monde par les témoins de Jésus. C'est pourquoi aujourd'hui la parole de Jésus vient nous réveiller dans notre lassitude, comme la flamme toujours impatiente de se communiquer.

Quelques manifestations de la flamme au sein de la Cevaa



Omer Dagan, secrétaire exécutif de la Cevaa en charge du pôle Animation et jeunesse © Cevaa

La Cevaa a une « flamme », une volonté, celle de la mission. Celle-ci nous a été transmise depuis 1971. C'est la flamme de la foi, de l'amour et du partage dont le slogan fondateur est : « Tout l'Évangile à tout l'Homme ». L'objectif est de vivifier l'Église par le dynamisme des communautés, de mettre ensemble

nos moyens, nos talents et nos atouts au service de l'évangélisation. La flamme allumée par les Pères fondateurs ne s'est pas éteinte. Elle s'est manifestée et se manifeste encore dans des domaines spécifiques bien visibles : la formation et les bourses, l'animations théologique, la jeunesse, les programmes et projets missionnaires, les échange de personnes, les actions communes, la solidarité dans le domaine de la santé etc.

Défis et interpellations

Aujourd'hui, la Communauté semble éprouver certaines difficultés : l'usure du temps, une certaine fatigue, de la lassitude ? Par ailleurs, nous vivons dans un monde globalisé, avec une globalisation dont le processus se poursuit à un rythme rapide et dont les effets se font sentir profondément dans tous les domaines de notre vie : social, spirituel, culturel, économique et politique. Dans ce contexte, le thème «Cevaa : maintenons la flamme !» nous place face à plusieurs défis.

Sur le plan spirituel, nous sommes appelés à maintenir la flamme de l'unité et du vivre-ensemble dans la diversité. Le vivre-ensemble nous rappelle que la Cevaa n'est pas un conseil d'Églises qui siègent côte à côte, ni une conférence d'Églises qui se consultent. Elle est une communauté d'Églises en communion les unes avec les autres. Il est donc essentiel de faire croître l'unité et l'esprit de communauté dans nos Églises et entre les Églises membres de la Cevaa.

Sur le plan matériel, il s'agira de promouvoir une catéchèse financière. Aujourd'hui, le visage des Églises est profondément modifié par des difficultés liées à la survie économique. La contribution des Églises baisse d'année en année, ce qui amène à penser que l'engagement faiblit. Il est vrai, l'argent n'est pas d'abord ce qui constitue le vivre-ensemble de la Communauté, mais les Églises doivent parvenir à s'interpeller les unes les autres sur la question des

ressources matérielles.

Relever le défi du dialogue et de l'interculturalité sera un troisième axe essentiel. Nos sociétés, autrefois plutôt homogènes, sont confrontées à l'exigence croissante de nombreux modèles de pluralité : des cultures différentes se côtoient au quotidien. Le dialogue, les échanges étant les maîtres-mots de la Communauté, il nous faut, si nous voulons maintenir la flamme, approfondir le travail sur ce terrain.

Enfin, les questions liées à l'environnement occuperont une place considérable. Le monde dans lequel nous vivons a été créé par Dieu ; celui-ci l'a confié aux êtres humains pour qu'ils l'entretiennent et le conservent d'une manière agréable et confortable pour tous. Mais l'homme a empoisonné la création ; ses atteintes à l'environnement contribuent à la détérioration de la situation sanitaire mondiale et aggravent les catastrophes naturelles. Nous sommes tous face à une véritable menace pour la survie de l'humanité. Nous avons à en prendre conscience pour habiter autrement la création. L'éducation tiendra là un rôle majeur.

Envisager l'avenir

Commémorer le cinquantième anniversaire de la Cevaa est pour les Églises membres un motif de joie, de louange et d'action de grâce au Seigneur pour une histoire faite de rencontres, d'engagements, de réalisations à sauvegarder, entretenir et maintenir. Après cinquante ans de témoignage, il nous faut envisager l'avenir avec beaucoup de réalisme, de persévérance, de solidarité et de courage, dans la poursuite de la mission «de partout vers partout».

Développer avec les Églises l'esprit communautaire, maintenir notre compréhension de l'appel à servir la foi, à promouvoir la justice, à dialoguer avec les cultures et les autres religions à la lumière de la vocation apostolique, telles sont les tâches qui nous attendent. «Cevaa, maintenons la flamme !»

remet chacune de nos Églises en face de ses responsabilités. «Tenons donc ferme : ayons à nos reins la vérité pour ceinture ; revêtons la cuirasse de la justice ; mettons pour chaussures à nos pieds le zèle que donne l'Évangile de paix ; prenons par-dessus tout cela le bouclier de la foi, avec lequel nous pourrons éteindre tous les traits enflammés du malin» (Eph. 6, 13).

Il ne reste plus qu'à souhaiter le meilleur à la Cevaa, à ses Églises membres, pour la mission des prochaines décennies.

Organismes missionnaires, quel avenir ?

Alors que Défap et Cevaa célèbrent leur cinquantenaire, le numéro 81 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, dresse un panorama des évolutions qu'ont connues les organismes missionnaires au cours des dernières décennies, et des problématiques auxquelles ils sont confrontés aujourd'hui. En voici la présentation, à travers cet article de Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn.



Photo de couverture du n°81 de Perspectives Missionnaires © PM
En ces temps de jubilé cinquantenaire de deux organismes missionnaires, la Cevaa – Communauté d’Églises en mission et le Défap – Service protestant de mission, Perspectives missionnaires propose un dossier permettant de s’interroger sur les mutations intervenues au sein des organismes missionnaires, internationaux et nationaux.

*

* *

Les anciennes sociétés de mission, fondées pour les premières d’entre elles un demi-siècle avant la constitution des empires coloniaux, avaient eu pour principale tâche de propager l’Évangile au sein de populations étrangères au christianisme. L’accès à l’autonomie des Églises nées de la mission, à l’heure de la conquête des indépendances politiques des pays, a nécessité la création d’un nouveau cadre de relations internationales, propice à des relations de partenariat, et cherchant à s’affranchir de tout paternalisme.

De nouvelles institutions ont été créées en Europe à partir des années 1960-70. D’une dynamique d’implantation d’Églises, on est passé à des relations inter-ecclésiales pour porter une

mission évangélique de «partout vers partout». Le dépassement de relations asymétriques a cependant été rendu difficile du fait du maintien d'importantes inégalités économiques entre, d'une part, de «jeunes» Églises démunies financièrement mais portées par une forte croissance et, d'autre part, de «vieilles» Églises bien établies mais sans cesse plus fragilisées par la sécularisation.

Jusqu'à la fin des années 1980, la priorité est donnée à l'appel à la solidarité, notamment financière, articulé à une critique d'un ordre mondial considéré comme injuste : les actions, projets ou échanges, sont au service d'objectifs de développement, avec le souci d'une approche holistique qui prenne en compte toutes les dimensions nécessaires à l'épanouissement de la vie.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, et avec l'essor des mouvements migratoires, les préoccupations socio-économiques, qui donnaient une forte dimension diaconale à l'action missionnaire, se déplacent vers des problématiques plus culturelles et interculturelles. La naissance d'Églises issues de l'immigration amène aussi de profondes remises en question quant à la manière de vivre et d'incarner l'universalité de l'Église dans la diversité culturelle, tant à l'échelle internationale que sur un même territoire. Le défi demeure aujourd'hui, celui d'une mission véritablement incarnée et œcuménique, sans plus établir de distinction entre Nord et Sud, de discrimination entre un centre et une périphérie, de division entre confessions chrétiennes.

*

* *

En ouverture de ce dossier, un article de Risto Jukko offre un survol des évolutions intervenues au sein du mouvement missionnaire né dans la suite de la Conférence universelle des missions d'Edimbourg en 1910. Ce mouvement s'est traduit institutionnellement par la création, en 1921, du Comité

international des missions, suivie, en 1963, de celle de la Commission mission et évangélisation du Conseil œcuménique des Églises basé à Genève.

En seconde position, l'article de Françoise Thonet donne une présentation du mouvement de Lausanne, né en 1974. Celui-ci, inscrit dans la mouvance évangélique, a pris une forme institutionnelle dans le Comité de liaison pour l'évangélisation mondiale plus connu sous le nom de Comité de Lausanne. Prenant son origine dans le même mouvement missionnaire mondial que le mouvement œcuménique, il résulte d'une rupture intervenue avec celui-ci dans les années 1960 en raison de différends théologiques évoqués dans les articles. A partir des années 1980, un dialogue s'est néanmoins renoué entre Genève et Lausanne.

S'intéressant à des organismes nationaux, trois articles, respectivement de Julian Woodford, Benedict Schubert et Marc Frédéric Muller, portent sur des organismes protestants ayant entre eux des liens historiques : deux organismes suisses, DM (Suisse romande) et Mission 21 (ex-Mission de Bâle en Suisse alémanique), un organisme français, le Défap, qui a succédé en 1971 à la Société des missions évangéliques de Paris (Mission de Paris) née en 1822.

En effet, la Mission de Bâle est à l'origine de la Mission de Paris alors que DM, né en 1963, est en partie issu de la Mission de Paris. DM a rejoint la Cevaa, Communauté internationale d'Églises en mission, en 1971 comme organisme représentant des Églises de Suisse romande tandis que le Défap devenait le service missionnaire dont les Églises de France se dotaient, en particulier pour vivre de nouvelles relations avec les Églises de la Cevaa.

Ce panorama est complété par la présentation d'un organisme évangélique, la Mission baptiste européenne, par David Boydel, et d'un organisme catholique, le Service national missions et migrations, par Xavier de Palmaert.

Au-delà des différences de traditions théologiques et ecclésiologiques ces croisements font apparaître des problématiques communes. Se révèle de quelle façon plusieurs institutions missionnaires, avec leur héritage et leur sensibilité spécifique, ont essayé d'accompagner les transformations qui ont affecté la marche du monde et le devenir des Églises. Mais également comment ces évolutions les obligent à toujours repenser leurs propres mutations.

*

* *

Le dossier s'achève par la présentation d'une nouvelle discipline théologique, la missiologie, par deux acteurs de sa promotion dans l'espace francophone, Jean-François Zorn et Gilles Vidal. Celle-ci trouve ses bases épistémologiques et institutionnelles après que les anciennes sociétés missionnaires ont disparu ou se sont réorganisées. L'exemple protestant français montre que le patrimoine pédagogique (à travers la formation des missionnaires) et documentaire (à travers les archives et la littérature missionnaire) peine à trouver sa place dans le monde des facultés de théologie, longtemps tournées vers la formation des seuls ministres destinés à

l'Europe et aux Églises établies. Cependant, la nécessité d'inventer d'autres ministères dans une Europe sécularisée, de réfléchir à l'avenir du christianisme au milieu d'autres religions et idéologies et dans des espaces multiculturels, constitue une opportunité pour la missiologie de se constituer en discipline apte à préciser les nouvelles conditions de la diffusion et de la contextualisation du christianisme au XXI^e siècle.

Mais l'expérience montre qu'en matière de missiologie, comme dans bien des domaines de l'innovation, la pratique précède souvent la théorie, celle-ci survenant quand la pratique est en crise.

Autre problématique mise en évidence par cet article, celle relative aux programmes de formation et d'action pilotés par divers organismes (dont les facultés de théologie), appelés eux-mêmes à muter quant à leur pratique pédagogique et à l'invention de nouveaux paradigmes de la mission.

Le sommaire de ce n°81

I **Carte blanche à** Omer Gbokanlé Dagan

Dossier :

Organismes missionnaires, quel avenir ?

- 5 **Introduction** par Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn
- 9 **Les grands changements de structures dans la mission protestante mondiale** par Risto Jukko
- 25 **Un retour sur le Mouvement de Lausanne** par Françoise Thonet
- 40 **Mutations des organismes missionnaires : le cas de Mission 21 en Suisse** par Bénédicte Schubert
- 47 **Le DM - Dynamique dans l'échange** par Julian L. Woodford
- 53 **Le Défap, « Mission impossible ? »** par Marc Frédéric Muller
- 69 **Vers un nouveau paradigme dans la mission** par David Boydel
- 77 **Mission, communion, migration** par Xavier de Palmaert
- 83 **D'hier à aujourd'hui, la missiologie en héritage**
par Jean-François Zorn et Gilles Vidal

Rubrique

I 13 Lectures

40 ans de recherches sur la mission chrétienne par le CREDIC, Bernadette Truchet et Jean-François Zorn (dir.), Paris, Karthala, 2020, 140 p.
par Guy Musy

Dynamique de transculturation du christianisme. L'expérience du missionnaire protestant Jean René Brutsch au Cameroun (1946-1960), coll. « Histoire des mondes chrétiens », Paris, Karthala, 2019, 375 p.
par Jean Renel Amesfort

Convertir l'empereur ? Journal du médecin-missionnaire Georges-Louis Liengme dans le sud-est africain, 1893-1895, introduit et édité par Eric Morier-Genoud, Lausanne, Antipodes, coll. Histoire, 2020, 352 p.
par Michel Durussel

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans [Perspectives missionnaires](#), unique revue protestante de missiologie de langue française.

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Décès du Rev. Dr. Samuel D. Johnson

Le révérend docteur Samuel D. Johnson est décédé mercredi 24 mars, à l'âge de 58 ans. Il avait œuvré pour la Communauté Cevaa pendant douze années, jusqu'en 2020, au poste de Secrétaire Exécutif chargé du pôle Animations. Notre compassion et nos pensées les plus émues vont à la famille du Pasteur Johnson, son épouse

et ses trois filles. Nous adressons également nos sincères condoléances à toute l'Union des Églises Baptistes du Cameroun.



Le Révérend Dr. Samuel Désiré JOHNSON lors du Conseil Exécutif d'avril 2017, Cotonou © Cécile Richter

C'est avec une tristesse infinie que nous vous avons appris le décès soudain du Révérend Dr. Samuel Désiré JOHNSON,

Ancien Secrétaire Exécutif de la Cevaa chargé du Pôle Animations (2008-2020)

Pasteur de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun,

Docteur en Théologie de l'Université de Hambourg en Allemagne,

Chercheur associé à l'IPT/Faculté de Théologie de Montpellier,

Chercheur associé au Centre Maurice Leenhardt de recherches en missiologie,

Ancien enseignant et doyen de l'Institut Baptiste de formation théologique de Ndiki (IBFTN) au Cameroun,

Ancien Membre du Conseil Scientifique de l'Institut Œcuménique de Théologie Al Mowafaqa au Maroc.

« De son passage à la Cevaa, a souligné la Communauté d'Églises en mission, nous n'oublierons pas son impulsion décisive pour la mise en place et le développement de la formation AEBA, sa collaboration continue avec les Églises en vue du renforcement de l'animation théologique, son attachement à l'histoire de la Communauté Cevaa et de ses Églises-membres, et la relecture de cette histoire à la lumière de l'actualité. Toutes ses œuvres sont un témoignage durable de sa vie ici-bas. »

Le Président du Défap, le pasteur Joël Dautheville, a fait part de la communion du Service protestant de mission dans un message adressé à Henriette Mbatchou, présidente de la Cevaa, et au pasteur Célestin Kiki, Secrétaire général de la Cevaa : *« Le Défap avec son équipe se joint à moi pour vous adresser, ainsi qu'à son épouse, sa famille, son Église et toute l'équipe de la Cevaa, ce message très fraternel à l'occasion de cette dure épreuve.*

*Nous disons à Dieu notre reconnaissance pour ce qu'il a pu apporter dans son ministère et puisons dans les Écritures le souffle de l'espérance en Christ comme l'exprime Paul en Romains 8 : **Car je suis persuadé que ni la mort, ni la vie, ni les anges, ni les dominations, ni le présent, ni l'avenir, ni les puissances, ni les êtres d'en-haut, ni ceux d'en-bas, ni aucune autre créature ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu en Christ-Jésus notre Seigneur.***

Nous sommes en communion de prière avec vous. »

Les obsèques du révérend Samuel Désiré Johnson auront lieu le 29 mars 2021 à 14h30, en simultané, à la fois au cimetière protestant de Montpellier, à l'Église catholique de Yaoundé et à l'Église baptiste de Douala, qui était son Église d'origine.